



BOURSES D'ÉTUDES IMPAYÉES

Le gouvernement met en place un comité de crise

Le gouvernement vient de décider de la mise en place, sous la tutelle du Premier ministre, d'un comité de crise destiné à statuer sur le règlement de 798 bourses des étudiants

congolais en Russie. L'initiative relève du ministère de l'Enseignement supérieur et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, qui a plaidé lors de la séance

des questions orales avec débats au Sénat sur la situation concernant en particulier les étudiants des promotions 2018, 2020 et 2021.

Page 4



Inauguration des forages après la remise officielle

POOL

De l'eau potable et de l'électricité pour les communautés rurales

La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a installé des forages d'eau potable et électrifié des villages situés entre Yié et Odziba sur la nationale n°2, dans le département du Pool. L'acte salué par les bénéficiaires a été réalisé dans le cadre de l'engagement sociétal de l'opérateur pétrolier national.

Selon le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, cette opération a pour objectif d'accompagner le gouvernement dans son action d'appui aux populations des zones rurales.

Page 16

FOOTBALL

La course vers la première ligue lancée

La phase des playoffs pour la montée en première ligue de football a démarré, le 17 août, au Centre technique d'Ignié, à 45km au nord de Brazzaville. Elle met aux prises cinq équipes de Brazzaville contre trois de Pointe-Noire. Le club qui sera déclaré champion évoluera la saison prochaine en Ligue 1 tandis que le deuxième disputera en aller et retour les barrages avec Patronage Sainte-Anne en vue de valider la 14e et dernière place à l'élite.

Page 16



La course à l'élite est lancée/Adiac



CRISE ALIMENTAIRE

Quatre navires des produits agricoles ont quitté les ports ukrainiens

Quatre cargos secs chargés de produits agricoles ont quitté les ports ukrainiens de Tchenomorsk et d'Odessa, a rapporté mercredi le ministère turc de la Défense. «Ce matin, quatre navires transportant des graines et de l'huile de tournesol ont quitté les ports

ukrainiens de Tchenomorsk et d'Odessa», a écrit le ministère sur Twitter. Les livraisons de produits agricoles par le couloir humanitaire se déroulent dans les délais prévus, a-t-il indiqué, précisant que les navires se dirigent vers Istanbul où ils seront inspectés par le

centre conjoint de coordination. Si aucune irrégularité n'est détectée, ils pourront continuer leur trajet.

ÉDITORIAL
Prix à payer
Page 2

ÉDITORIAL

Prix à payer

Quand on évoque les sujets liés à l'équipe nationale peu importe la catégorie, tous les sportifs s'enflamment ! Les avis sont partagés comme en témoigne l'engagement pris par le ministre des Sports d'initier des contrats avec les joueurs retenus pour défendre les couleurs du Congo lors des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations. La décision visait à stopper le déséquilibre causé par les transferts des athlètes locaux vers des destinations exotiques. La balance se penche aujourd'hui du côté de ceux qui n'approuvent pas la mesure.

Les raisons évoquées sont connues. La vision de la tutelle consiste certes à faire en sorte que les joueurs restent mobilisés pour une cause commune. Mais dans la logique des choses, le département des sports et la Fédération congolaise de football n'ont pas le droit de proposer des engagements aux Diabes rouges locaux pour contrer leur volonté d'aller monnayer leurs talents hors du pays. Car sur le plan pratique le ministère et son organe technique ne possèdent aucun athlète. Les joueurs appartiennent en effet aux clubs avec lesquels ils sont liés sur la base d'un contrat.

Par contre leur présence au sein de l'équipe nationale dépend logiquement de leur forme du moment. Si l'initiative de la tutelle pour convaincre les joueurs demande tant d'efforts financiers, l'on peut toutefois reconnaître que si une belle opportunité se présente, les athlètes n'hésiteront pas non plus, peu importe les garde-fous.

Pour stabiliser les joueurs locaux, la professionnalisation du football national reste la meilleure option. L'Etat devra subventionner les clubs. C'est le prix à payer pour les rendre compétitifs et le championnat attractif

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

L'Assemblée nationale se dote d'un nouveau bureau

Le nouveau bureau de la chambre basse du Parlement a été installé, le 16 août, à Brazzaville, au cours de la session inaugurale de la quinzième législature. L'on note la reconduction de quatre membres du bureau sortant, dont le président de l'institution, Isidore Mvouba.



Les députés de la 15e législature DR

Le renouvellement des instances dirigeantes de l'Assemblée nationale est consécutif aux élections législatives de juillet dernier.

Ainsi, les postes de président, premier vice-président et deuxième vice-président sont revenus respectivement à Isidore Mvouba, Léon Alfred Opimbat et Roland Bouity Viaudo. Fernand Sabaye a fait son entrée en qualité de premier secrétaire alors que Joseph Kignoumbi Kia Mboungou de la Chaîne a été réélu au poste de deuxième secrétaire après avoir battu, par vote, Nicolas Malonga, candidat de l'opposition incarnée par Pascal Tsaty Mabiala. En effet, ce poste revient à l'opposition. Les fonctions de premier et deuxième questeur sont assumées respectivement par Abel Joël Owassa Yoka et Destinée Hermella Doukaga.

53 nouveaux députés font leur entrée à l'hémicycle

La quinzième législature est marquée par l'entrée à l'hémicycle de 53 nouveaux députés, soit 35% de ses effectifs. L'autre fait majeur étant le nombre de femmes élues qui est passé de 11% à 15%. En effet, de 16 femmes lors de la quatorzième

législature, le nombre est passé à 22 pendant la législature 2022-2027. « J'exhorte ces nouveaux élus à faire preuve d'adaptation et d'assiduité, en exécutant avec efficacité, efficacité et zèle, la charge parlementaire dont nous sommes tous mandataires. Des séminaires de renforcement des capacités seront organisés à l'intention des nouveaux venus, pour qu'ils acquièrent les outils pratiques de la légistique », a annoncé le président réélu.

Isidore Mvouba a également rappelé qu'à l'hémicycle le débat est libre et contradictoire, en évitant toutefois une chambre des boutefeux. Un bon député n'est pas, a-t-il précisé, celui qui prend la parole à tout bout de champ, parfois, dans le désordre et souvent hors sujet. « Le bon député est celui-là même qui intervient en intelligence et en conscience, à l'admiration de ses collègues. Ici triomphe la force de l'argument et non l'argument de la force. Le respect de l'autre est de mise, tout comme est de rigueur le respect de la différence », a-t-il rappelé, précisant qu'il sera « intraitable en matière de respect de la discipline »,

conformément au règlement intérieur de l'Assemblée nationale.

Des défis à relever

Selon lui, la disponibilité reste l'un des engagements majeurs à accomplir pour la réussite de la quinzième législature. « Il s'agit, au travers de notre action, d'accompagner l'exécutif, en votant la loi et en contrôlant l'action du gouvernement, afin que soient réalisés les projets portant, entre autres, sur l'agriculture au sens large du mot, l'agro-industrie, le tourisme, la promotion immobilière, l'économie numérique, en référence au Programme national de développement (PND). C'est là notre vocation. C'est là notre raison d'être en tant que députés. L'immensité de la tâche qui nous attend requiert de notre part une synergie de pensées, d'efforts et d'actions », a-t-il poursuivi.

Pour lui, le temps est venu pour que des avancées significatives soient enregistrées au niveau de l'Alliance parlementaire congolaise pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du Réseau des alliances parlementaires d'Afrique centrale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-
donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces
: Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Mildred Moukenga
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngoni /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des
services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon
Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE
(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial
Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet
Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphannie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

BASSIN DU CONGO

Une synergie d'actions créée pour favoriser les chaînes de valeur du bois

Les défenseurs de l'environnement multiplient des initiatives, dans le cadre de la plateforme Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo. Ils sont désormais rejoints par l'agence onusienne FAO, proposant d'œuvrer en faveur de bonnes pratiques de la gestion durable des forêts, de la faune et des chaînes de valeur durable du bois en Afrique centrale.

La synergie d'actions impulsée par la plateforme de partenariat et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vise à renforcer les chaînes de valeur durables du bois en Afrique centrale, en répondant aux besoins de la neutralité climatique et des moyens de subsistance. Cette synergie soutient un développement participatif qui favorise les droits des communautés locales, par exemple, en matière de chasse villageoise durable.

En outre, les défenseurs de l'environnement et leurs partenaires de la FAO militent pour la publication régulière des données statistiques sur l'estimation de la déforesta-

tion et de la dégradation des forêts, y compris du rapport des évaluations réalisées sur les chaînes de valeur durable du bois dans le bassin du Congo et le potentiel de collaboration régionale.

L'agence onusienne s'est réjouie de sa participation au sein de la plateforme, notamment de partager les initiatives et bonnes pratiques de l'organisation en Afrique centrale, en matière de gestion durable des forêts, de la faune et des chaînes de valeur durable du bois. Pour la diffusion et la discussion des résultats et des perspectives entre les différentes parties prenantes du secteur forêt, la FAO appuie l'idée des espaces ouverts et communi-



Le transport de grumes DR

catifs.

À travers son programme forestier, la FAO cherche à obtenir des effets transformationnels bénéfiques aux forêts et à la population, qui en sont tributaires et d'ai-

der à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'approche qu'elle a choisie veille à équilibrer les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de façon

à permettre à la génération présente de tirer parti des ressources forestières de la terre, tout en les conservant pour répondre aux besoins des générations futures.

Fiacre Kombo

ÉTUDIANTS CONGOLAIS EN RUSSIE

798 bourses à payer à toutes les promotions

Le comité de crise récemment mis en place, sous la tutelle du Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, sur la situation des bourses des étudiants congolais en Russie a décidé du paiement de celles-ci à toutes les promotions.

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, a édifié la chambre haute du Parlement le 10 août lors de la séance des questions orales avec débats au gouvernement suite à la préoccupation du sénateur Jean Rodrigue Vouma sur la régularisation de cette bourse.

Dans sa réponse au sénateur, la ministre de l'Enseignement supérieur a signifié qu'au départ le travail était fait pour ne prendre en compte que les étudiants de la promotion 2019 au regard de la situation financière de l'époque.

Mais à ce jour, a-t-elle indiqué, le gouvernement, en accord avec le comité de crise, a décidé qu'on prenne en compte toutes les promotions, notamment celles de 2018, 2020, 2021. Au total 798 étudiants seront payés en attendant la prise en charge des 371 autres.

Jean Jacques Koubemba

EPANOUISSEMENT DE LA JEUNESSE

Le Congo abritera une réunion continentale

Seize pays d'Afrique de l'ouest et du centre sont attendus en novembre à Brazzaville, pour réaffirmer leur engagement sur les questions de jeunesse. L'organisation de cet événement continental a été au centre d'une séance de travail que le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a eue, le 17 août, à Brazzaville avec une délégation des agences du système des Nations unies.



Les deux parties pendant la séance de travail DR

En compagnie du coordonnateur résident des Nations unies au Congo, Chris Mburu, des représentants du Fnuap, Mohamed Lemine Salem Ould Moujtaba, et de l'Unesco, Fatoumata Barry Marega, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Rebecca Moeti, a échangé avec le chef du gouvernement, en présence des ministres en charge de la Santé, Gilbert Mokoki, et de la Jeunesse, Hugues Nguélonlé. « Nous sommes venus solliciter le gouvernement congolais pour abriter une réunion regroupant les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre sur leur engage-

ment pour le développement de la jeunesse. Nous sortons de cette rencontre heureux et fiers, parce que le gouvernement a accepté d'accueillir cette réunion », s'est réjouie la directrice régionale OMS.

Au total, seize pays sont invités à cette réunion où plusieurs thématiques seront développées. Il s'agit, entre autres, de l'accès à l'information, à l'éducation et aux services de la santé.

Selon le Dr Mathsido Rebecca Moeti, un accent particulier sera mis sur la santé de la reproduction et l'éducation, notamment des jeunes filles qui

ont du mal à finir leurs études. « Nous constatons qu'au début de l'éducation secondaire, les filles sont là, mais à la fin nous les voyons quitter. Nous parlerons aussi des grossesses non planifiées ou non désirées, des mariages précoces. Le but est de redresser cette courbe puisqu'une jeunesse bien éduquée, en bonne santé et épanouie peut contribuer au développement de son pays », a poursuivi la directrice régionale de l'OMS. Et d'ajouter : l'Afrique qui a une population jeune devrait profiter de cet atout pour son développement.

Parfait Wilfried Douniama

ACCIDENT DE CIRCULATION

Une assistance médicale aux survivants de la route Boyelle-Enyellé

Le gouvernement congolais a apporté son assistance médicale aux rescapés de l'accident de la route Boyelle-Enyellé, dans le département de Likouala, d'après le communiqué de presse du ministère de la Santé et de la Population publié le 12 août, à Brazzaville.

Un lot de médicaments a été également offert au directeur de l'hôpital de base d'Impfondo pour les soins de qualité aux malades. Une femme, victime d'une fracture de l'humérus, a bénéficié d'une intervention chirurgicale.

L'accident s'est produit au début du mois sur le tronçon reliant les localités de Boyelle-Enyellé, dans le département de la Likouala, où un gros véhicule transportant à bord des marchandises et des passagers s'était renversé à mi-parcours. Les causes évoquées sont notamment la surcharge du véhicule en matériel, en humains et le mauvais état de la route. Des pertes en

vies humaines et d'importants dégâts matériels ont été enregistrés.

En effet, la délégation interministérielle composée du ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, et ses homologues de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Guy Georges Mbaka, de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, a séjourné du 6 au 7 août dans ce département.

L'objectif était de s'enquérir de la situation, d'assister les parents des victimes et renforcer les capacités opérationnelles des formations sanitaires de base de cette partie du pays.

L'arrivée de cette délégation à Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala, a conduit à une séance de travail avec les membres du comité de crise local avant de rendre visite aux accidentés à l'hôpital de base d'Impfondo. Au cours des échanges, la délégation a appris connaissances des circonstances de l'accident et le bilan exact.

Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, souligne le communiqué, a confié à la presse que « vous avez tous appris qu'il y a eu un accident de circulation dont le bilan est d'une dizaine de personnes mortes, 24 blessés dont trois graves

qui sont aujourd'hui à l'hôpital de base d'Impfondo », ajoutant que « d'après le compte-rendu que j'ai reçu, il y a un malade qui va être opéré tout à l'heure. C'est un événement grave qui a non seulement endeuillé le département de la Likouala mais aussi la République. C'est pourquoi, le Premier ministre, chef du gouvernement, nous a dépêchés ici pour s'enquérir de la situation, trouver des solutions, compatir avec les familles endeuillées, traiter les cas des blessés sans oublier les aspects liés à la circulation routière et bien d'autres problèmes ».

De son côté, le directeur de cet hôpital, le Dr Joachim Edziélé, a précisé que les contributions financières du gouvernement destinées aux blessés ont été remises aux concernés. « Nous avons reçu six victimes au total, qui sont hospitalisés ici. Il y a un cas de fracture, c'est une dame, c'est pour ce cas que nous nous apprêtons pour l'opérer », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, une des survivantes de l'accident qui a été opérée a expliqué que l'accident s'est produit non loin du carrefour de Bissambi-Boyelé où il y avait un trou causant des difficultés au chauffeur.

Lydie Gisèle Oko

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

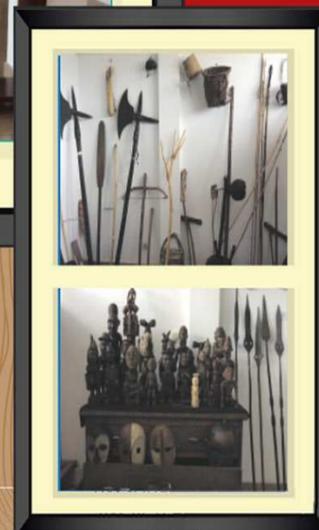
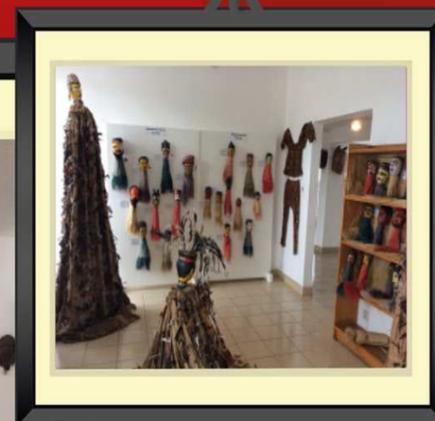
de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

EDUCATION

Des propositions pour une rentrée scolaire apaisée

La plateforme des syndicats unis de l'enseignement du Congo a fait une déclaration dans laquelle des propositions ont été formulées à l'endroit du gouvernement afin que la rentrée scolaire 2022-2023, prévue en octobre prochain, ne soit pas perturbée.

Pour la plateforme des syndicats unis de l'enseignement du Congo, le gouvernement devrait publier tous les textes d'intégration à la Fonction publique, ainsi que des quotas comptant pour la campagne 2020-2021. La notification et le traitement du quota d'intégration 2022 devraient également être faits, y compris le paiement des arriérés de bourse de décembre 2020 et 2021 du même mois. « La publication de l'arrêté interministériel fixant les primes et indemnités des enseignants dans le statut particulier ; les rappels d'activités dus aux cadres de l'éducation nationale ; l'enrôlement des nouveaux enseignants volontaires », peut-on lire dans la déclaration, signée par tous les représentants des syndicats de cette plateforme,



comme revendications à satisfaire pour une rentrée 2022-2023 apaisée. Néanmoins, les syndicats unis

de l'enseignement du Congo ont reconnu des avancées réalisées par le gouvernement sur plusieurs dossiers. Il s'agit notamment de l'enrôlement et l'affectation des nouveaux enseignants volontaires ; de la réduction des arriérés de

bourse, de huit à deux mois ; la publication des textes d'intégration à la Fonction publique des quotas campagne 2020-2021 à plus de 50%. La vulgarisation du statut particulier des agents de l'éducation nationale ; la prise en compte dans le traitement du prochain quota 2022 des enseignants de plus de 45 ans avec la promulgation du statut général de la Fonction publique allongent la liste des réalisations que la plateforme a saluées. Par ailleurs, pour l'année scolaire qui vient de s'achever, cette plateforme s'est dite satisfaite de la réussite de l'année scolaire 2021-2022, de la dotation de nouvelles infrastructures scolaires en général et la réussite des examens d'Etat en particulier.

Rominique Makaya

CNSS

La caisse nantie d'instruments de réforme de système d'information

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a présenté, le 12 août, à Brazzaville, deux instruments de réforme de son système d'information afin de faciliter la communication entre les employeurs et employés dans leur mouvement vers la structure.

Il s'agit de la télé-déclaration et du site web de la Caisse nationale de sécurité sociale: www.cnss.cg déjà opérationnel. L'objectif est d'informer les employeurs sur le fonctionnement de la caisse, ainsi que sur la procédure d'obtention des formulaires.

La présentation a été faite par le directeur général de la société Kiya software and solution, le Sénégalais Ahmadou Yéri Diop. L'orateur a précisé que le site permettra de mettre à la disposition des entreprises toutes les informations sur les cotisations sociales, prestations et sur toute la problématique en matière de formation et de communication de la CNSS.

Pour chaque type de prestation, a-t-il poursuivi, les détails seront donnés pour ceux qui ne sont pas familiers à la CNSS, ainsi qu'à ceux qui ne sont pas dans la réglementation des pièces à fournir.

Toutefois, la télé-déclaration permettra de matérialiser certaines opérations des cotisations sociales, mieux gérer son système de cotisation, faire le contrôle automatique ainsi qu'intégrer dans l'ensemble des cotisations antérieurement déclarées.

De même, l'instrument facilitera le processus des déclarations chaque mois via un fichier normalisé, afin de pouvoir transmettre toutes les cotisations des travailleurs aux



employeurs. Il sert également à recueillir toutes les informations antérieures pour un contrôle adéquat, en cas d'informations contradictoires. « La télé-déclaration va donner l'occasion à la caisse d'alimenter le compte individuel des travailleurs pour gérer les carrières des cadres », a indiqué Ahmadou Yéri Diop.

De son côté, le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale, Evariste Ondongo, a indiqué que l'obligation de reverser les cotisations sociales est assujettie à une autre obligation relative à la déclaration des salaires, des cotisations sociales et la taxe unique de salaire. « La télé-déclaration existe depuis longtemps à la CNSS, mais elle se fait manuellement avec suffisam-

ment de temps pour les employeurs et la caisse qui procède à son tour au classement. Elle sera opérationnelle en octobre prochain, après formation des agents évoluant dans les services concernés, en commençant par Brazzaville et Pointe-Noire, avant de s'étendre dans les départements du pays », a-t-il fait savoir.

Abordé à cette occasion, le directeur du capital humain de la Banque commerciale internationale, Lylian Akiera, a félicité l'initiative de la CNSS d'avoir modernisé son système à travers son site internet, la plateforme de déclaration, pour ne pas rester en marge de l'évolution mondiale. Selon lui, ces outils permettront de gagner en temps et en efficacité.

Lydie Gisèle Oko

SANTÉ

Cinq dirigeants africains et européens appellent à produire localement plus de vaccins

Cinq chefs d'Etat et de gouvernement d'Europe et d'Afrique plaident pour un partage des technologies et un soutien à l'innovation afin de produire localement plus de vaccins dans le monde face aux pandémies.

« Il ne s'agit pas de savoir si une nouvelle pandémie se déclarera, mais quand », écrivent les présidents français, rwandais, sud-africain et sénégalais, le chancelier allemand et le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans une tribune publiée dans le quotidien français Le Monde (*). « Il est grand temps d'intensifier la collaboration, de favoriser la production locale et de renforcer la confiance dans les produits fabriqués localement, afin de mieux se préparer à la prochaine crise », insistent-ils. L'Afrique est le continent le moins vacciné au monde contre la Covid-19, avec moins de 20% de ses 1,2 milliard d'habitants ayant reçu deux doses de vaccin.

La première usine de vaccins à ARN messager d'Afrique a été inaugurée en juin au Rwanda, avec pour objectif de fabriquer d'ici début 2024 des traitements contre la Covid-19 et d'autres maladies à destination de millions d'habitants du continent.

L'Afrique du Sud a aussi ouvert une usine de vaccins contre la Covid en janvier. Le Sénégal doit également devenir un hub régional pour la fabrication de vaccins.

« Il est difficile de construire une unité de production de vaccins, mais il est encore plus difficile d'en assurer la pérennité », soulignent les signataires de la tribune. Ils appellent pour cela à renforcer la formation des personnels, la réglementation, en Afrique et ailleurs dans le monde, ainsi qu'à financer plus d'investissements dans la préparation aux pandémies.

La technologie de l'ARN peut aussi être « adaptée pour lutter contre d'autres maladies, comme l'infection par le VIH, la tuberculose, le paludisme et la leishmaniose », relèvent-ils.

D'après AFP

(*) Emmanuel Macron, Paul Kagame, Cyril Ramaphosa, Macky Sall, Olaf Scholz et Tedros Adhanom Ghebreyesus.



AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT SOUS-RÉGIONAL N°0021221CEMACICIPPM

en vue de la constitution d'une base de données des Experts et Consultants pour accompagner la Commission de la CEMAC dans la mise en œuvre du Programme Statistique Sous-régional (STAT-CEMAC) sur la période 2021-2030

Contexte et justification :

Les Chefs d'État de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), lors de leur Sommet Extraordinaire du 18 août 2021, ont adopté par Décision n°01 / 21-CEMAC-CCE-15, le Programme Statistique sous régional de la CEMAC (STAT CEMAC), qui constitue le cadre de référence des activités statistiques de la Communauté sur la période 2021-2030.

À la suite de cette importante décision, le Comité Statistique de la CEMAC a tenu sa Session à Douala les 07 et 08 mars 2022 dans le but de procéder au lancement officiel des activités de ce programme et d'adopter son plan d'action triennal pour la période 2022-2024.

À l'issue des travaux, des recommandations ont été formulées en direction de différentes parties prenantes en vue de la mise en œuvre dudit programme statistique et de son plan d'action triennal 2022-2024, dont la mise en place d'une base de données d'experts et de consultant devant accompagner la Commission de la CEMAC dans la mise en œuvre de cet ambitieux programme.

Objet: En application de cette recommandation, la Commission de la CEMAC lance un avis à manifestation d'intérêt sous-régional pour constituer un pool d'expertise dans les divers domaines de la statistique qui doivent l'accompagner dans la mise en œuvre de son Programme sur la période indiquée.

Les divers domaines couverts par le programme statistique portent sur :

- Statistiques économiques

- o Comptes nationaux;
- o Les statistiques d'entreprises;
- o Les statistiques des prix;
- o Les statistiques des finances publiques;
- o Les statistiques monétaires;
- o Les statistiques du commerce extérieur et la balance de paiements.

- Statistiques démographiques et sociales

- o Les statistiques démographiques et sociales;
- o Les statistiques du genre;
- o Les enquêtes sociales et au près des ménages;
- o Les statistiques de la pauvreté;
- o Les statistiques du travail et de l'emploi;
- o Les statistiques du secteur informel.

- Statistiques sectorielles

- o Les statistiques agricoles;
- o Les statistiques de service (tourisme, hôtellerie, transport, etc.)

- Statistiques relatives à l'utilisation des technologies de l'information

- o Les statistiques de l'énergie;
- o Les statistiques de transport.
- Statistiques relatives à l'utilisation des technologies de l'information
 - o Les statistiques du commerce digital et du e-commerce;
 - o Les statistiques sur les technologies de l'information et de la communication;
 - o Les statistiques de la science de la technologie et de l'innovation.

- Statistique sur la géopolitique

- o Les statistiques de la gouvernance, la paix et la sécurité;
- o Les statistiques sur les réfugiés et les déplacés internes ou externes.

- Statistiques des ressources naturelles et de l'environnement

- o Les statistiques économiques basées sur les ressources naturelles;
- o Les statistiques d'environnement et de changement climatique.

- Classification et méthode statistique

- o Les classifications statistiques;
- o Les méthodes statistiques;

- o La coordination des programmes statistiques;
- o L'Assurance qualité en statistiques officielles.
- Statistiques régionales
 - o Le Programme de comparaison international des prix;
 - o Les statistiques du commerce inter-États;
 - o Les statistiques régionales de développement;
 - o Les statistiques pour le suivi des ODD.

Participation: Le Président de la Commission de la CEMAC invite les personnes physiques ou morales, installées dans un des pays de la CEMAC (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad), disposant d'une expérience solide a soumissionné dans l'un ou plusieurs des domaines ci-dessus cités.

Composition des dossiers : Le dossier complet doit comporter:

- Une lettre de motivation précisant les domaines de compétence. Trois (03) domaines au maximum doivent être choisis;

- Un Curriculum vitae détaillé avec les expériences professionnelles dans les domaines identifiés. Une expérience d'au moins trois (03) ans est requis pour chacun des domaines choisis;

- Une copie des diplômes (minimum BAC+S). Les diplômes dans les domaines économique, statistique, démographique, environnementale seront privilégiés;

- Des attestations ou certificats approuvant de l'expérience dans le/les domaines ci-dessus cités. Les expériences dans la sous-région Afrique centrale seront appréciées et constitueront des atouts.

Les personnes intéressées remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'informations et examiner le document du programme statistique de la CEMAC à l'adresse: lontchir@cemac.int, copie à nadjitessengarn@cemac.int.

Réception des dossiers : Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en français et envoyées en version électronique et portant la mention: « offre relative à l'Avis d'appel à manifestation d'intérêt sous régional N°002/22/CEMAC/C/P/CPM en vue de la constitution d'une base de données des Experts et Consultants pour accompagner la Commission de la CEMAC dans la mise en œuvre du Programme Statistique Sous régional (STAT-CEMAC) sur la période 2021-2030 » au plus tard le vendredi 12 août 2022 à 15 heures 30 minutes, heure locale aux adresses suivantes

LONTCHIR@cemac.int; NADJITESSENGARN@cemac.int

Ouverture et sélection des candidats : Seules les candidatures retenues seront notifiées et mobilisées en fonction du déroulement des activités du programme statistique de la CEMAC.

Malabo, le 14 JUL 2022

LE PRÉSIDENT

Pr. Daniel ONA

AFRIQUE

Kevin Urama : « Une crise alimentaire peut être évitée »

Malgré le battement de tambour constant des gros titres sur la crise alimentaire mondiale croissante, l'économiste en chef par intérim de la Banque africaine de développement (BAD), Kevin Urama, se dit optimiste quant au fait que le pire peut être évité - tant que les gouvernements et les institutions financières internationales se mobilisent pour prendre en charge la production agricole.

Kevin Urama a fait cette déclaration lors d'une visite à Washington. Selon lui, le nouveau mécanisme de financement d'urgence de 1,5 milliard de dollars de la BAD était essentiel pour prévenir une telle crise en Afrique. La Banque africaine a récemment approuvé le mécanisme visant à accroître la production agricole sur le continent, notamment en introduisant de nouvelles technologies aux agriculteurs. L'objectif est d'augmenter les rendements des cultures et de faire baisser les prix. « En Afrique, la crise alimentaire peut être évitée. Nous sommes très optimistes que cela se produira. L'Afrique peut combler le vide laissé par le manque de blé et d'autres exportations de l'Ukraine et de la Russie. Nous sommes assis au-dessus de 60% des terres arables restantes dans le monde », a déclaré Kevin Urama. Poursuivant : « L'Afrique peut devenir un

panier alimentaire pour le monde ».

Il lie le changement climatique et la sécurité alimentaire, les changements climatiques étant en partie responsables des prix élevés des denrées alimentaires. « Le prix de nombreuses cultures vivrières de base a augmenté de manière très significative en raison des tensions géopolitiques, dont la guerre russo-ukrainienne, mais [aussi] plusieurs autres modèles, notamment des modèles climatiques changeants, des sécheresses et d'autres formes de fragilité », a-t-il déclaré. Il a fait valoir que le développement du gaz naturel en tant que source d'énergie est « central » pour la croissance économique des pays à faible revenu - tout en maintenant l'Afrique dans les limites de l'Accord de Paris sur le climat - alors que le continent passe des émissions à forte intensité de car-

bone à un avenir plus durable.

« L'Afrique n'a contribué qu'à hauteur de 3% des émissions de carbone au pool mondial », a-t-il souligné, ajoutant que les conséquences des émissions ailleurs ont frappé particulièrement et durement le continent, notamment un récent cyclone au Mozambique.

« Le financement à venir en Afrique est très faible », selon Kevin Urama, invitant les émetteurs historiques à augmenter le financement climatique des 18,3 milliards de dollars reçus chaque année en Afrique, à plus de 120 milliards de dollars chaque année qui, selon la BAD, sont nécessaires. « Il y a beaucoup de compromis que nous devons avoir au sein de la communauté mondiale pour résoudre ces défis », a-t-il relevé. Ce qui signifierait, selon lui, que l'Afrique devrait être autorisée à avoir des émissions de carbone dans le processus

de stimulation de la croissance économique. Néanmoins, il veut que l'Afrique évite les investissements dans les sources d'énergie à forte intensité de carbone et considère les énergies renouvelables comme une « énorme opportunité. Mais, il est dans l'intérêt de l'Afrique de trouver des technologies qui réduiront les émissions sans ralentir la croissance. Le gaz est essentiel à la durabilité des systèmes énergétiques », le qualifiant de « carburant de transition ».

La dette africaine nécessite « des réflexions profondes »

Au sujet de la dette, il appelle à des « réflexions plus profondes » sur les raisons pour lesquelles les pays africains semblaient condamnés à être « perpétuellement endettés » et aspirés dans les pièges de la pauvreté. « L'architecture économique mondiale que nous avons maintenant force les pays à

faire défaut de paiement. Nous devons repenser la façon dont cela se produit », a-t-il déclaré, blâmant en partie les créanciers, qui concluent des accords de prêt opaques et refusent de venir à la table pour discuter de restructuration et d'allègement, lorsque les gouvernements traversent une période difficile.

Des critiques à peine voilées, la Chine et le secteur privé ayant été les plus absents des récents cycles de négociations sur la dette, selon la Banque mondiale et le FMI. Une dette exacerbée par la Covid-19 et la guerre en Ukraine. Il a appelé les gouvernements à contracter des prêts responsables et à utiliser l'argent à bon escient. « Il y a des problèmes de gouvernance que les pays doivent résoudre, y compris la gestion des finances publiques dans ces pays et leur amélioration pour réduire les flux financiers illicites », a-t-il déclaré.

Noël Ndong

NUCLÉAIRE

Séoul aidera Pyongyang avec Washington s'il arrête son programme

La Corée du Sud est prête à aider la Corée du Nord à normaliser ses relations avec les États-Unis si Pyongyang arrête son programme nucléaire. C'est ce qu'a annoncé le président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, lors d'une conférence de presse mercredi.

« Dans mon discours de félicitations à l'occasion de l'anniversaire de la libération de la Corée, j'ai proposé un plan audacieux qui comprend un soutien politique, économique et militaire si la Corée du Nord cesse de développer des armes nucléaires », a déclaré l'agence de presse Yonhap, citant le président. Selon Yoon Suk-yeol, cela inclut également « l'assistance diplomatique visant à normaliser les relations entre » les États-Unis et la Corée du Nord. Dans le cadre de ce plan, a-t-il souligné, Séoul est également prêt à discuter de la réduction des systèmes d'armes conventionnels, ainsi que du soutien à la RPDC en matière de technologies alimentaires, agricoles et médicales, de finances et d'investissements internationaux.

Depuis son investiture en mai, Yoon Suk-yeol a fait plusieurs déclarations sévères sur la RPDC. Il a notamment ordonné aux dirigeants militaires, début juillet, d'assurer une réponse rapide et décisive en cas de provocation de Pyongyang. Yoon Suk-yeol a également préconisé le renforcement du système de défense antimissile de la Corée du Sud.

Tass

UKRAINE

Quatre navires chargés de produits agricoles ont quitté les ports

Quatre cargos secs chargés de produits agricoles ont quitté les ports ukrainiens de Tchenomorsk et d'Odessa, rapporte mercredi le ministère turc de la Défense. « Ce matin, quatre navires transportant des graines et de l'huile de tournesol ont quitté les ports ukrainiens de Tchenomorsk et d'Odessa », a écrit le ministère sur Twitter. Les livraisons de produits agricoles par le couloir humanitaire se déroulent dans les délais prévus, a-t-il précisé. Les navires se dirigent vers Istanbul où ils seront inspectés par le centre conjoint de coordination. Si aucune irrégularité n'est détectée, ils pourront continuer leur trajet.



La FAO aidera à organiser des capacités de stockage temporaires de céréales

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations unies contribuera à la mise en place en Ukraine d'installations de stockage temporaire pour les céréales et les oléagineux, qui doivent couvrir un quart des besoins estimés, a déclaré mardi à l'agence Tass le siège de cette structure à Rome.

Il s'agit notamment d'installer des capacités de stockage

prévues pour 4,07 millions de tonnes. « La FAO a touché des contributions de la part du Canada et du Japon qui couvriront un total de 3,4 millions de tonnes de dépôts dans 20 régions de l'Ukraine », indique un communiqué.

Selon la FAO, l'Ukraine prévoit de récolter d'ici à la fin de l'année jusqu'à 51,1 millions de tonnes de céréales. Pour ce qui est des

capacités de stockage conçues pour 75 millions de tonnes, 14% ont été endommagées ou détruites, 10% sont passées sous le contrôle de la Russie et 30% sont remplies de 22 millions de tonnes de la récolte de l'année dernière en attente d'exportation. Le déficit de stockage est estimé entre 16 et 20 millions de tonnes, précise le communiqué.

APPUI À LA FORMATION

La fondation Mucodec offre du matériel didactique à l'association 2AID

Dans le cadre de ses actions sociales, la fondation Mucodec a offert, le 16 août à Madibou, dans le huitième arrondissement de Brazzaville, du matériel de formation en coupe-couture, coiffure-esthétique et pâtisserie au centre de formation de l'Association des Acteurs d'Insertion et du Développement (2AID).

capacités de ladite association à former les apprenantes dans les différentes filières citées plus haut. En effet, cela permettra aux jeunes filles-mères bénéficiaires de cet encadrement de sortir de la précarité et de s'insérer dans la vie active par la formation qualifiante.

« La cérémonie de ce jour est ici l'occasion pour l'2AID de vous dire infiniment merci.

ciation, s'est réjouie de l'aide apportée par la Fondation Mucodec. Un geste de générosité tomber du ciel. « Merci à la fondation Mucodec pour ce don en matériel de couture, coiffure et pâtisserie et aussi en équipement informatique pour l'équipe. Ce don est pour nous un geste et une aide tombés du ciel. Par manque de matériels adéquats nous étions confrontés à beaucoup de difficultés pour former les filles.

Aujourd'hui, grâce à la fondation mucodec nous avons le matériel destiné à la formation pour ces filles. Je pense que nous allons bien mener notre formation afin que nos apprenantes puissent mieux apprendre leur métier », a-t-elle fait savoir. Elle a par ailleurs formulé le vœu d'avoir un grand centre de formation appliquée dans Madibou au profit des jeunes filles et mères de cet arrondissement.

A l'issue de la cérémonie de remise de matériels, Privat Tiburce Massanga, représentant du président de la fondation Mucodec a exhorté les jeunes filles apprenantes à être assidues et à s'appliquer dans la formation afin que ce don puisse les aider à acquérir des compétences et capacités pouvant leur permettre d'être autonomes dans les jours à venir. « Merci à l'association qui s'emploie à encadrer des jeunes et les aider à avoir un métier. Nos encouragements aux apprenantes et aux formateurs. »

Notons que, la remise de ces équipements de travail fait suite à une demande d'aide de l'Association des acteurs d'insertion et du développement, adressée à la fonda-



Le don, composé entre autres, de quatre ordinateurs portatifs, d'une imprimante laser canon, des machines à coudre manuelle, à pédales et électrique, des fers à repasser à vapeur, d'un appareil à pédicure, des lisseurs et brosses chauffantes, d'un casque à vapeur, d'un vaporizone soin de visage, d'un four électrique, d'une machine à crêpe, d'un four à micro-ondes, d'une cuisinière à gaz, des rouleaux à pâtisserie en bois ainsi que divers autres matériels, vient en quelque sorte renforcer les

Merci pour ce don en faveur des jeunes filles que nous voulons sortir de la précarité et insérer dans le monde productif par la formation qualifiante. Nous vous faisons également la promesse que tous ces équipements seront utilisés pour atteindre les objectifs pour lesquels nous les avons demandés. », a indiqué le secrétaire général de ladite association, Michel Kouba. Réceptionnant symboliquement le matériel, Fleur Batsimba, présidente de l'asso-



tion Mucodec en vue d'appuyer les activités d'apprentissage, menées dans le cadre du projet d'autonomisation de la jeune fille mère de l'arrondissement 8, Madibou. Existant depuis 5 ans, l'Association des acteurs d'insertion et du développement a pour mission l'encadrement de la jeune fille mère de Madibou afin que cette dernière soit autonome. Les formations ont une durée de six à neuf mois et sont validées par la direction départementale de la formation qualifiante. En ce moment, trente jeunes filles et deux jeunes garçons sont en formation.



FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« *Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents* »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com

ORGANISATION SOUS-RÉGIONALE

Félix Tshisekedi prend les commandes de la Sadc

Le chef de l'Etat congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reçu de son homologue du Malawi et président sortant, Dr Lazarus Chakwera, le 17 août, à l'Hémicycle du Palais du peuple, les attributs du pouvoir en tant que nouveau président en exercice de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc).

La passation de témoin aura marqué la cérémonie inaugurale du quarante-deuxième sommet de cette organisation sous-régionale qui s'est tenu à Kinshasa. Devant un parterre de ses collègues chefs d'Etat membres de l'organisation présents dans une salle de congrès chauffée à blanc, le président Félix Tshisekedi, auréolé de son nouveau statut, a dans son discours d'acceptation, indiqué que son pays allait poursuivre le travail amorcé par son prédécesseur dont il a salué, du reste, le brillant mandat. Un mandat qui, a-t-il dit, a permis à la Sadc de réaliser certains projets intégrateurs nonobstant l'environnement délétère qui mettait en mal le fonctionnement de l'organisation à la suite de l'avènement de la covid-19. De ce fait, il misera sur le concours de l'ensemble des Etats membres pour atteindre les objectifs fixés par les pères fondateurs de cette organisation sous-régionale. Le nouveau président en exercice de la Sadc a, sur la même lancée, affirmé l'engagement de la RDC à appuyer, via son gouvernement, la mise en œuvre des Programmes et projets inscrits dans le Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP 2020-2030) tel qu'inspiré par la vision 2050 de l'organisation.



Félix Tshisekedi officiellement investi à la tête de la Sadc/DR

Révéland un pan de son programme d'action, le chef de l'Etat congolais a déclaré qu'il s'attellerait, durant sa mandature, à implémenter tout programme destiné au développement des infrastructures ainsi que des services régionaux en lien avec les différentes stratégies visant à stimuler l'intégration économique et l'éradication de la pauvreté dans la sous-région.

En outre, en conformité avec la thématique du sommet, à savoir « Promouvoir l'industrialisation au

moyen de l'agro-transformation, la valorisation des minéraux et du développement des chaînes des valeurs régionales en vue de réaliser une croissance économique inclusive et durable », le président Félix Tshisekedi a mis un point d'honneur sur sa volonté à promouvoir l'industrialisation. Cela, a-t-il dit, devrait se réaliser « au moyen l'agro-transformation, de la valorisation des minéraux et des chaînes de valeur régionales afin d'atteindre la croissance éco-

nomique inclusive et durable ». Il a aussi plaidé pour une synergie d'actions entre les Etats membres, le secteur privé et les partenaires au développement pour une meilleure intégration régionale.

Le nouveau Chairman de la Sadc a, par ailleurs, mis une emphase particulière sur le développement des infrastructures, essentiel à la croissance économique, qui, d'après lui, devrait passer pour une priorité au sein de la communauté. Il en est de même des Nouvelles technologies

de la communication qu'il considère comme un élément catalyseur de l'industrialisation dont la prise en compte dans le processus de transformation socioéconomique est, d'après lui, impérative. Eu égard aux enjeux et, surtout, aux défis qui sous-tendent sa mandature à la tête de la Sadc, le président Félix Tshisekedi a exhorté à une collaboration franche entre son pays et les Etats membres pour la matérialisation de l'intégration régionale.

Enfin, le chef de l'Etat congolais a salué la solidarité de la Sadc vis-à-vis de la RDC et de sa population au moment où, a-t-il ajouté, « le pays est victime d'une agression lâche et barbare de la part de son voisin, le Rwanda ». L'occasion était propice pour lui de remercier de vive voix des Etats tels que l'Afrique du Sud, le Malawi et la Tanzanie dont les troupes combattent au front aux côtés des forces congolaises pour le retour de la paix à l'est de la RDC.

Outre les chefs d'Etat membres de la Sadc, il est à noter que cette cérémonie s'est déroulée en présence du président du conseil des ministres de la Sadc, Didier Manzenga, du secrétaire exécutif Mr Elias M Magosi, mais aussi des animateurs des différentes institutions du pays.

Alain Diasso





Avis de Recrutement : un maître d'œuvre pour la construction d'un entrepôt avec bureaux à Mossaka.

Intitulé du projet : Projet de Renforcement de la résilience des populations et des institutions locales face aux risques de catastrophes en République du Congo (projet GRC). Financement du DG ECHO.).

Supervision générale :	Chef de délégation
Supervision fonctionnelle :	Chef de projet
Durée de prestation :	3 mois
Localisation :	Congo - Mossaka

Résumé du projet :

La fréquence des risques de catastrophes, favorisés par les aléas naturels qui sont pour la plupart, hydro météorologiques devient de plus en plus menaçante pour le Congo. C'est ainsi que la Croix Rouge Française a initié une action et a obtenu un financement de la DG ECHO à hauteur de 1,6 millions d'euros pour mettre en œuvre un projet intitulé Renforcement de la résilience des populations et des institutions locales face aux risques de catastrophes en République du Congo d'une durée de 21 mois à compter du 1er juillet 2021. Ce Projet vise à renforcer les capacités de coordination du Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire (MASAH) dans la réponse aux risques de catastrophes et aux inondations en particulier. Pour se faire, en plus des actions de renforcement au niveau central, les capacités des acteurs clefs qui appuient le Ministère dans la GRC, seront renforcées en matière de prévention, préparation et réponse aux catastrophes et spécifiquement aux risques d'inondations : les communautés et institutions publiques locales (Mairie et Sous-Préfectures) au niveau du département de la Cuvette et la Croix-Rouge congolaise, auxiliaire des pouvoirs publics. Le projet cible donc les populations du corridor fluvial dans le département de la Cuvette, qui subissent les conséquences de crues régulières du fleuve Congo, et des quartiers périphériques de la ville de Brazzaville sujets aux aléas climatiques saisonniers, inondations et glissements de terrain, du fait des inondations et des pluies violentes. C'est dans le cadre de ce Projet que nous réalisons une enquête sur les comportements attitudes et pratiques des communautés en matière de gestion des catastrophes.

Dans le cadre de ce projet la Croix-Rouge Française en partenariat avec la Croix-Rouge congolaise prévoit la construction d'un entrepôt sur la commune de Mossaka dans le département de la Cuvette. A ce titre nous recherchons un maître d'œuvre capable de proposer les éléments suivants :

- Contrôle, vérification et certifications des travaux
- Réception et certification des ouvrages

Le projet comprend :

- Un entrepôt d'une surface de 75 m2 de stockage et 75 m2 pour un espace de préparation de commande
- Un espace de bureaux (2 bureaux de 2 personne et une salle de réunion de 15 personnes)
- Un espace de sanitaire
- Un espace de stationnement pour un véhicule

Pour avoir les Termes de référence complet merci de manifester votre intérêt en envoyant un mail à log-oyo.fr@croix-rouge.fr avec en copie dr-congo.fr@croix-rouge.fr et log-congo.fr@croix-rouge.fr avec la présentation sommaire de votre Bureau d'étude ou de votre profil (CV). Après étude de votre profil, si favorable, les Termes De Référence (TDR) vous seront envoyés pour vous permettre de préparer votre offre.

Merci de manifester votre intérêt avant le **30 Juin 2022 à 16H**



Pour ses 20 ANS DU RESTAURANT

LE JARDIN DES SAVEURS

Soirée de Gala le 31 Août 2022 à Partir de 18h00

Michel Perron : 05 617 2085

Le Jardin des Saveurs : 05 525 2261

Reservation : 05 525 2261

Tenue correcte exigée

Sur reservation places limitées

Nous vous remercions de votre présence

Michel Perron et toute son équipe

A votre service

CONFLIT RDC-RWANDA

Tony Bolamba rejette toute allégation de soutien de Kinshasa aux FDLR

Alors que le gouvernement congolais attendait du secrétaire d'Etat américain une condamnation ferme du soutien apporté par le Rwanda aux rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) dans l'est de la RDC lors de son dernier passage à Kinshasa, Antony Blinken a plutôt joué à l'équilibriste.

L'officiel américain a renvoyé dos-à-dos la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda en appelant leurs gouvernements respectifs « à cesser de soutenir les groupes armés », allusion clairement faite au M23 et aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). De passage à Kigali, dernière étape de sa tournée en Afrique, le diplomate américain a confirmé ses dires en soutenant qu'il existe « des rapports crédibles sur un soutien aux groupes armés par toutes les parties, y compris les FDLR, par les forces congolaises et le M23 par les forces rwandaises ».

A partir de New York où il s'est établi depuis quelques jours, Tony Cassius Bolamba ne digère pas ces allégations, encore moins, le rapport des experts de l'ONU indexant l'armée congolaise comme alliée des FDLR. Gouverneur honoraire et un des acteurs politiques majeurs de la scène politique congolaise, Tony Bolamba estime que,

dans l'hypothèse où les faits se confirmeraient, pour une paix des braves, des pourparlers directs et sincères devraient donc s'ouvrir, le Rwanda et la RDC étant désormais placés sur le même pied d'égalité dans leur implication dans le conflit puisque soutenant des mouvements armés terroristes. « Comment se réjouir d'un rapport de l'ONU indexant nos Fardc d'alliées des FDLR ? », s'est interrogé l'ancien gouverneur de l'Equateur dans son Tweet du 5 août dernier, tout en relevant un déficit de communication dans le chef du ministre chargé du secteur. Pour Tony Bolamba, le ministre Muyaya aura fait une lecture biaisée du rapport de l'ONU sans prendre le temps de mieux décrypter son contenu. « Sa communication m'avait laissé sceptique tout en doutant de sa lumière dans l'art de communiquer en cette période si particulière », s'est-il plaint.

D'où sa suggestion au gouvernement de contester, via le



Tony C. Bolamba

ministre des Affaires étrangères, les accusations du soutien des forces armées de la RDC aux FDLR. Dans le même ordre d'idée, cet homme d'Etat

suggère au gouvernement de demander au ministre de la Communication « d'informer l'opinion que notre armée ne peut pas s'allier avec des

forces qualifiées de négatives quelle que soit la situation ».

C'est par une note d'interpellation que Tony Bolamba a clos son analyse, laissant place à l'éveil des consciences. « (...) Quand je prends la peine de réfléchir à haute voix sur les situations, prenons le temps de nous lire, d'analyser afin de comprendre ce qui arrive. Aujourd'hui, notre pays est accusé de soutenir les FDLR qui sont classées comme mouvement terroriste. Imaginons la suite et les conséquences ! », a-t-il écrit.

Notons que les FDLR sont constituées des rebelles hutus rwandais tandis que le M23 est un groupe principalement composé des tutsis congolais. Le principe de base, à en croire l'administration américaine, est qu'il ne devrait pas y avoir de soutien venant des gouvernements et des armées régulières aux groupes armés précités. Dossier à suivre.

Alain Diasso

TSHOPO

Madeleine Nikomba consulte Jules Alingete pour une gestion saine des finances

La problématique de la gestion orthodoxe des finances de la province de la Tshopo a été au menu d'un échange riche entre la nouvelle gouverneure Madeleine Nikomba et l'Inspecteur général des finances et chef des services, Jules Alingete.

La gouverneure de la province de la Tshopo, Madeleine Nikomba, en séjour à Kinshasa, a effectué une séance de travail, le 15 août, avec l'Inspecteur général des finances et chef des services à l'Inspection générale des finances (IGF), Jules Alingete Nkey. C'était quelques heures seulement après avoir pris officiellement les commandes de la province. En effet, le même lundi à Kisangani, chef-lieu de la Tshopo, le nouveau vice-gouverneur de province Paulin Lendongolia (à l'absence de Madeleine Nikomba) et le gouverneur ad interim sortant, Maurice Abibo Sakapele, ont conduit la cérémonie de remise et reprise.

Chez Jules Alingete, l'autorité provinciale de la Tshopo est venue s'informer à la source sur les options à prendre en matière d'orthodoxie de gestion des finances de la province. « Je suis venue rencontrer l'inspecteur général de l'IGF pour de plus amples orientations et pour avoir des conseils en



La gouverneure de la Tshopo Madeleine Nikomba et l'Inspecteur des finances, Jules Alingete

matière d'orthodoxie financière », a confié Madeleine Nikomba, avant d'exprimer sa satisfaction à l'issue de l'entrevue. Elle n'a pas manqué de féliciter le travail qu'abat l'IGF, se disant confiante et disposée à bénéficier de l'aide de la patrouille financière pour une bonne administration financière dans la province de la Tshopo.

Son interlocuteur Jules Alingete a, de son côté, promis à la gouverneure l'accompagnement de l'IGF dans le contrôle de gestion et d'audits. L'inspecteur général des finances a, en plus, rassuré la gouverneure Madeleine Nikomba de l'encadrement de l'IGF pour une gestion orthodoxe des finances publiques de la Tshopo. Madeleine Nikomba tient à matérialiser son plan d'action pour relever le défi du développement de la province. C'est l'objectif de son mandat à la tête de la Tshopo. Aussi compte-t-elle sur l'implication de tous les Tshopolais unis pour la province.

Martin Engimo

KISANGANI

Dr Mukwege va donner deux conférences à Tshopo

Initialement annoncées à l'Université de Kisangani, les deux conférences scientifiques du Dr Denis Mukwege sont délocalisées à l'Alliance française dans le chef-lieu de la province de la Tshopo. L'Unikis n'a donc pas annulé ces conférences, mais s'est déclarée incapable de l'accueillir faute de logistique et de garantie de sécurité.

Les conférences du Dr Denis Mukwege se tiendront bel et bien à l'Alliance française (ex-Afraco) à Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo. Ces deux prestations publiques du « l'Homme qui répare les femmes » devraient avoir lieu à l'amphithéâtre de l'Université de Kisangani (Unikis), notamment à la Faculté de médecine. Mais dans une correspondance le mardi 16 août, le Pr Jean Faustin Bongilo a évoqué l'incapacité de l'Unikis à accueillir cet événement scientifique. « *L'Université de Kisangani n'est pas en mesure d'assurer la sécurité et la protection des infrastructures et des personnes en cas de débordement. Tout comme, elle n'est pas à même de garantir les conditions matérielles et techniques du déroulement des activités. Outre ces conditions sécuritaires, il y a lieu de souligner un déficit criant en logistique et en énergie* », indiquait le communiqué de l'Université qui a mentionné aussi le risque « des manifestations violentes des étudiants ».



La Dynamique des universitaires congolais (DUC) a, dans un communiqué, confirmé l'organisation de ces deux conférences scientifiques du premier Congolais Prix Nobel de la paix à la salle de l'Alliance française, en partenariat avec l'ambassade de France en RDC et l'Institut français de Kisangani. La première conférence de presse prévue pour ce 18 août à partir de 14h va porter sur « la prise en charge des fistules traumatiques », et la deuxième le ven-

dredi 19 août dès 9h va s'axer sur « le viol comme arme de guerre ». Membre de la DUC, le Pr Alphonse Maindo a, dans un tweet, exprimé ses regrets que « l'Unikis perde l'occasion en or d'accueillir une sommité scientifique tant sollicitée ». Mais il est dit très « heureux de confirmer le triomphe de la raison et de la science », car la « *Faculté de médecine de l'Unikin confirme la modération de la conférence du 18 août à l'Institut français ex-Afraco* ».

Martin Enyimo

SEMAINE MONDIALE DE L'ALLAITEMENT

Les journalistes impliqués dans la sensibilisation

Dans le cadre de la Semaine mondiale de l'allaitement maternel célébrée du 16 au 23 août sur le thème « Intensifions l'allaitement, Éduquer, promouvoir et soutenir », les membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE) ont été conviés à participer à la promotion de l'allaitement maternel.

Les différents orateurs à la matinée d'information organisée récemment à Kinshasa par le Programme national de nutrition (Pronanut) ont démontré l'importance de l'allaitement maternel dans la croissance de l'enfant. « Le lait maternel constitue la seule source d'eau, soit 88%, et d'aliment dont les nourrissons ont besoin pendant les six premiers mois de leur vie », a déclaré le chef de division de la communication du Pronanut, Damien Sabuni.

A en croire les nutritionnistes du Pronanut, Pascal Batakafua, Bienvenu Muntu et Chrispin Bamunga, le lait maternel est un aliment complet durant les six premiers mois du bébé. Pendant cette période, aucun aliment ne doit être associé au lait maternel, l'enfant doit être allaité exclusivement au sein. « Il est important de donner aux bébés uniquement le lait maternel durant six mois après l'accouchement afin de lui permettre de bénéficier des nutriments nécessaires et des anticorps qui préviennent les maladies (la diarrhée, la toux, la pneumonie, la covid-19 et limite les allergies », ont-ils expliqué.

Tout en plaidant pour l'implication des journalistes à soutenir, promouvoir et accompagner la pratique de l'allaitement maternel, les trois nutritionnistes ont présenté les avantages du lait maternel. Il offre un bon départ dans la vie pour chaque enfant, un bon développement du cerveau et pour augmenter le quotient intellectuel. Pour la mère, il facilite l'expulsion du placenta, réduit les risques d'hémorragie après l'accouchement, réduit le risque du cancer des ovaires et du sein chez la mère. « *L'allaitement maternel précoce constitue une méthode contraceptive efficace à plus de 98% pendant les six premiers mois, car la mise au sein précoce stimule la production du lait* », ont-ils soutenu. Initiée en 1991 en Italie, la Semaine mondiale de l'allaitement vise à combler le recul sur la pratique de l'allaitement maternel conformément à l'initiative « *Plus fort avec le lait maternel uniquement en RDC* », lancée en 2020.

Blandine Lusimana



**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

**SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques
chantier

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS)

« Projet d'aménagement de la route DOUSSALA-DOLISIE et de facilitation du transport sur le corridor Libreville - Pointe-Noire - Brazzaville »



Secteur : Transport

Référence de l'accord de financement : Prêt N° 2100150031593

N° d'Identification du Projet : P-ZI-DB0-088

AMI N° 008-2022/MATIER/DGGT/CET-CEP

1. La République du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du « Projet d'aménagement de la route de la route DOUSSALA-DOLISIE et de facilitation du transport sur le corridor Libreville - Pointe-Noire - Brazzaville », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer les prestations relatives à la « réalisation des notices d'impact environnemental et social (NIES) relatives aux travaux connexes ».

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent, entre autres :

- Evaluer l'existant en matière de prise en compte des questions environnementales ;
- Identifier et analyser les conditions sociales et environnementales initiales des différents sites de construction ;
- Identifier et évaluer les impacts potentiels liés à la réalisation des travaux ;
- Passer en revue les politiques et législations en matière d'environnement et du social en République du Congo et de la Banque Africaine de Développement ;
- Proposer un cadre institutionnel de mise en œuvre

de la NIES ;

- Proposer des mesures de suppression, d'atténuation et de gestion des impacts environnementaux et sociaux négatifs liés aux travaux envisagés ainsi que des mesures de bonification des impacts positifs ;
- Consulter les populations, les autorités locales, les associations et ONG.

La durée maximale de la mission est de quarante-cinq jours (45) jours, hors délais de validation.

2. La Cellule d'exécution des Projets BAD logée au sein de la coordination Technique de la Délégation Générale aux Grands Travaux au Congo, ci-après dénommé « Organe d'Exécution » invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

3. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 9 heures à 14 heures.

5. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 19 septembre 2022 à 12 heures 30 mn (heure locale, TU+1) et porter expressément la mention « AMI N° 008-2022/MATIER/DGGT-CEP / Sélection de Consultants-Firmes) / réalisation des notices d'impact environnemental et social (NIES) relatives aux travaux connexes au Projet d'aménagement de la route de la route DOUSSALA-DOLISIE et de facilitation du transport sur le corridor Libreville - Pointe-Noire - Brazzaville »

À l'attention de : Monsieur BATOUNGUIDIO, Coordonnateur du Projet,
Adresse : 2, avenue de la Base aérienne Marien NGOUABI
(Croisement avec le Boulevard Denis SASSOU NGUESSO),
5e étage de l'immeuble Cheick TAMBADOU à Brazzaville, République du Congo
E-mail : ceprbaddggt@gmail.com; payima6@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

BATOUNGUIDIO.-

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS)

« Projet d'aménagement de la route KETTA-DJOUJ et de facilitation du transport sur le corridor Brazzaville - Yaoundé, Phase 2 »

Secteur : Transport

Référence de l'accord de financement : Prêt n° 2000130014482

N° d'Identification du Projet : P-Z1-DB0-167

AMI N° 007-2022/MATIER/DGGT-CEP

1. La République du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du « Projet d'aménagement de la route KETTA-DJOUJ et de facilitation du transport sur le corridor Brazzaville - Yaoundé, Phase 2 », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer les prestations relatives à la « Réalisation des notices d'impact environnemental et social (nies) relatives aux travaux de construction de 5 écoles, de trois postes de santé, d'implantation de 40 forages dans les villages, 5 blocs de latrines dans les 5 écoles, la construction de la gare routière de Sembé ainsi que l'assainissement et la désinfection des marches et des sites de dépôt sauvage des ordures dans les localités de Ouesso, Pokola, ngombe, Ketta, Sembé, Souanké et Ntam ».

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent, entre autres :

- Evaluer l'existant en matière de prise en compte des questions environnementales ;
- Identifier et analyser les conditions sociales et environnementales initiales des différents sites de construction ;
- Identifier et évaluer les impacts potentiels liés à la réalisation des travaux ;
- Passer en revue les politiques et législations en matière d'environnement et du social en République du Congo et de la Banque Africaine de Développement ;

- Proposer un cadre institutionnel de mise en œuvre de la NIES ;

- Proposer des mesures de suppression, d'atténuation et de gestion des impacts environnementaux et sociaux négatifs liés aux travaux envisagés ainsi que des mesures de bonification des impacts positifs ;
- Consulter les populations, les autorités locales, les associations et ONG.

La durée maximale de la mission est de quarante-cinq jours (45) jours, hors délais de validation.

2. La Cellule d'exécution des Projets BAD logée au sein de la coordination Technique de la Délégation Générale aux Grands Travaux au Congo, ci-après dénommé « Organe d'Exécution » invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

3. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 9 heures à 14 heures.

5. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 16 septembre 2022 à 12 heures 30 mn (heure locale, TU+1) et porter expressément la mention « AMI N° 007-2022/MATIER/DGGT-CEP / Sélection de Consultants-Firmes) / réalisation des notices d'impact environnemental et social (nies) relatives aux travaux de construction de 5 écoles, de trois postes de santé, d'implantation de 40 forages dans les villages, 5 blocs de latrines dans les 5 écoles, la construction de la gare routière de Sembé ainsi que l'assainissement et la désinfection des marches et des sites de dépôt sauvage des ordures dans les localités de Ouesso, Pokola, ngombe, Ketta, Sembé, Souanké et Ntam »

À l'attention de : Monsieur BATOUNGUIDIO, Coordonnateur du Projet,
Adresse : 2, avenue de la Base aérienne Marien NGOUABI
(Croisement avec le Boulevard Denis SASSOU NGUESSO),
5e étage de l'immeuble Cheick TAMBADOU à Brazzaville, République du Congo
E-mail : ceprbaddggt@gmail.com; payima6@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

BATOUNGUIDIO.

MUSIQUE CLASSIQUE

Une soirée merveilleuse avec l'OSEB

L'orchestre symphonique des enfants de Brazzaville (OSEB) de l'association musique classique pour tous, dirigé par le maestro Josias Ngahata, a donné un concert à l'occasion de la fête de l'indépendance, à la Basilique Sainte-Anne du Congo.

Organisé par l'ambassade d'Allemagne en République du Congo, représenté par le chargé d'Affaires, Jonas Wiesenecker, ce concert s'inscrit dans le cadre de la coopération culturelle entre les deux pays, et aussi pour honorer la fête de l'indépendance du Congo. « Je suis ici au Congo depuis 2018. Pour la première fois dans le programme SES il y avait un échange musical que nous appelons la diplomatie musicale. Maintenant ça se passe partout dans le monde et ça ne cesse d'augmenter. Je connais le début de l'OSEB, c'est pour la cinquième fois que les professionnels allemands sont là, ce qui montre combien le niveau du groupe a augmenté. D'où j'estime que les choses ont beaucoup évolué malheureusement l'ancien ambassadeur allemand qui est à l'origine de ce projet est décédé depuis janvier 2022 », a déclaré le chargé d'Affaires d'Allemagne au Congo.

Au cours de ce concert, l'OSEB composé d'une quarantaine de musiciens a presté en compagnie des experts SES d'Allemagne, du chœur Burning Music, de la Chorale La Voix de l'espérance de Ouenzé, de la Chorale Les Piroguiers du Congo et du Kilombo Centre de Poto-Poto. Parmi les enfants musiciens de l'OSEB, il y



a quelques-uns qui ont toujours été là depuis la création de l'orchestre et un grand nombre d'autres enfants qui n'ont commencé que cette année et donc qui ne totalisent que deux à cinq mois au sein de l'orchestre. Ce concert a connu deux parties constituées de plusieurs chansons congolaises, roumaines, à l'instar de : Congo de Jacques Loubelo interprété par la Chorale les Piroguiers plus Chœur BM ; Bolingo ya la joie ; Di moninga de Lucie Eyenga par Josias Ngahata ; Ndeke moko une chanson berceuse congolaise par la Chorale Les

Piroguiers plus chœur BM ; Dances populaires roumaines de Bela Bartok par les experts SES d'Allemagne ; Le bucheron de Franklin Boukaka par Chœur Burning Music ; Okonzi Nzambe interprétée par Chœur Burning Music plus CM Kilombo centre Poto-Poto ; puis enfin la chanson Indépendance cha cha de Joseph Kabasele interprétée par la Chorale Les Piroguiers plus Chœur BM, a été une manière de célébrer l'indépendance du Congo.

Pour le maestro Josias Ngahata, ce concert est le couronnement d'une formation intensive

Le maestro animant le concert 'Adiac d'un mois à l'endroit des enfants musiciens de l'OSEB par les experts SES d'Allemagne. Il a remercié tous ceux qui ont permis et facilité la tenue de ce concert. « Merci au curé de la basilique Sainte-Anne du Congo, à tous les groupes qui ont participé à ce concert, à toutes les autorités diplomatiques, politiques et ecclésiastiques pour leur soutien multiforme. Les enfants de 5 à 20 ans qui veulent bien intégrer l'orchestre sont toujours attendus lors de la relance des activités en octobre prochain », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le député de Poto-Poto 3, Ferréol Constant Patrick Gassackys, s'est dit satisfait d'assister à ce concert. « Quand j'ai vu ces enfants jouer, j'ai été bouleversé... Je me dis pourquoi ne pas donner un coup de pouce à ces enfants qui ont appris à jouer des instruments classiques et qui avaient un très bon rapport avec le violon, la contrebasse, le piano, ... C'est vraiment quelque chose d'encourageant. Nous avons passé une soirée merveilleuse. », a-t-il fait savoir.

Auparavant, à la base, il y avait de la musique, a rappelé le député. « Il faut qu'on réfléchisse pour qu'on réintroduise l'apprentissage de la musique dès l'école primaire. Ce sont des réflexions pour appuyer ce genre de projets. Je suis en train de rêver d'organiser une tournée au niveau territorial pour faire découvrir ces virtuels. Nous avons des grands talents ici à Brazzaville, il faut les encourager », a-t-il lancé.

Notons que les personnalités ci-après ont assisté à ce concert : la ministre Adélaïde Mougani, les ambassadeurs des Etats-Unis, de l'Italie, le Nonce apostolique ainsi que la conseillère du chef de l'État, Edith Itoua.

Bruno Okokana



**OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!**
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



**Brazzaville
ETOUMBI - KELLE**
tous les

MARDIS

SAMEDIS



**Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO**
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

62 ANS D'INDÉPENDANCE DU CONGO

Un gala sportif organisé à Ouenzé III

Dans le cadre commémoratif des festivités de l'indépendance du Congo, le député de Ouenzé III, Romi Oyo, a assisté, le 14 août, à Brazzaville à la finale du gala sportif opposant les équipes de sa circonscription électorale.

Les 62 ans de l'indépendance du Congo ont été célébrés à Ouenzé III à travers un gala sportif qui a mis aux prises les équipes des quartiers 56 et 57.

Cette compétition, a indiqué le député de cette circonscription, Romi Oyo, avait pour objectif de consolider l'unité des habitants des quartiers 56 et 57 et de regrouper les personnes désireuses de s'impliquer davantage dans le développement du sport sous toutes ses formes.

Au football, le match qui a opposé l'équipe du quartier 56 à celle de 57 s'est soldé par un nul d'un but partout. Au nzango, par contre, l'équipe du quartier 57 a battu celle du quartier 56 sur un score de 21 à 18.

« Il y a effectivement l'unité et le vivre ensemble comme vous le constatez à



travers ce match de football. Le football est un sport

fédérateur qui a réuni les jeunes de ces deux quar-

Le député entouré de jeunes joueurs Adiac tiers», a fait savoir Romi Oyo. Du côté des athlètes, la capi-

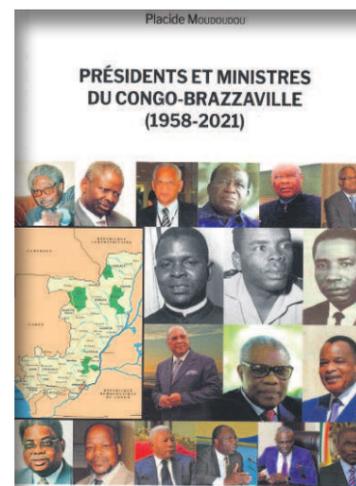
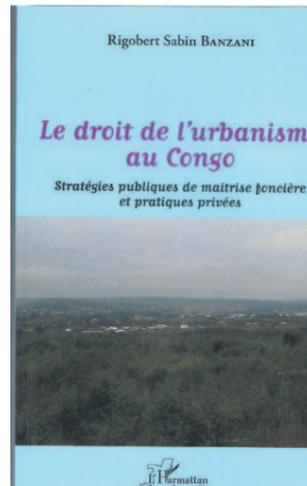
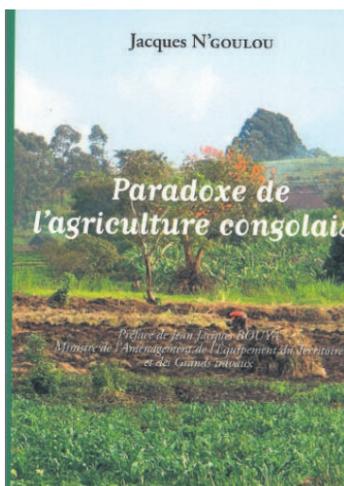
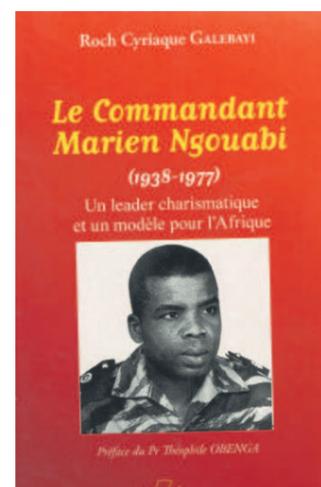
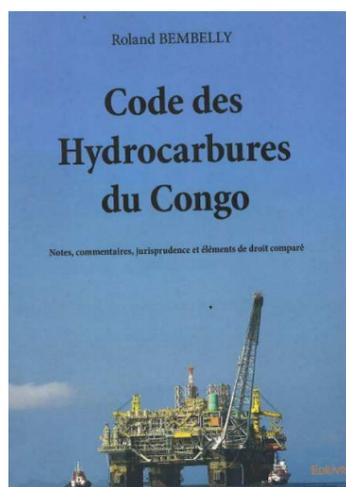
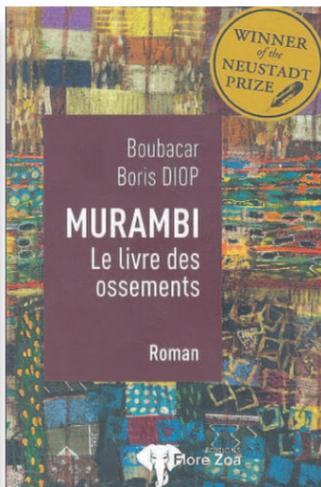
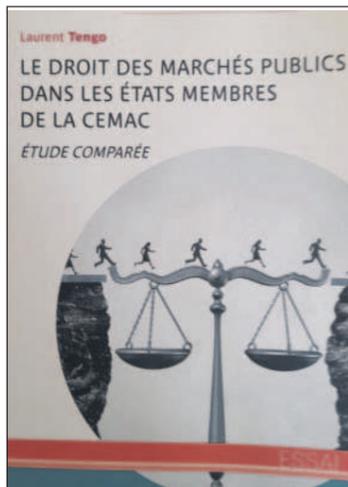
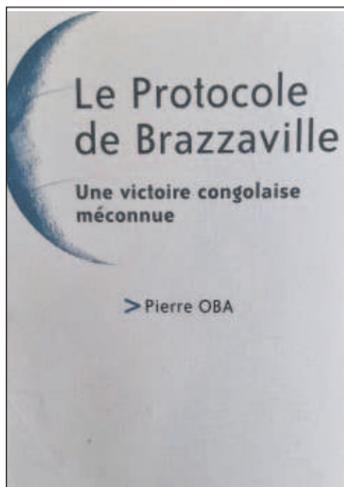
taine de l'équipe de nzango du quartier 57, Ganfoua Princia, se dit satisfaite de cette rencontre. « Nous sommes les gagnantes, les meilleurs. Nous souhaitons qu'on organise de telles activités sportives à la prochaine occasion », a-t-elle souhaité.

Par ailleurs, la responsable de l'équipe de nzango du quartier 56, Sandra Dzos, a expliqué les raisons de leur défaite : « Dans notre équipe les joueuses ont affiché la fatigue et le terrain était très sablonneux. Il y a eu trop de changement de joueuses et en plus on est déçu du minutage réservé pour le match, qui était très peu ». Au terme de ce gala, les trophés ont été donnés aux équipes par le député Romi Oyo.

Fortuné Ibara



EN VENTE



PLATEFORME LIZIBA

Les statistiques du commerce international désormais disponibles

Sur initiative de la Chambre de commerce de Pointe-Noire, Trade map, outil développé par le Centre du commerce international (ITC), qui met à disposition les statistiques du commerce international, a été embarqué sur «Liziba», plateforme d'informations économiques et entrepreneuriales du Congo.

Plateforme de collecte, de production et de mise à disposition des informations économiques, commerciales, administratives, réglementaires, juridiques et fiscales au service des agents économiques, «Liziba» a été développée par la Chambre consulaire de Pointe-Noire dans le cadre du 2^e volet du Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales et commerciales (PRCCEII). La cérémonie de lancement officiel de l'embarquement de trade map sur cette plateforme s'est déroulée le 12 août dans la salle de la Chambre consulaire en présence d'Elamin Elfadil Hussein, ambassadeur du Soudan au Congo.

L'occasion a donné lieu à une présentation, par visioconférence, de la version embarquée de l'outil sur «Liziba» et de ses fonctionnalités, une présentation faite par Franck Thomas, expert de l'ITC. Application en ligne permettant de produire des rapports sur les flux commerciaux internationaux, Trade map, mis en œuvre par le Centre



Franck Thomas présentant la version embarquée de Trade map sur Liziba aux participants/Adiac ritoires.

du commerce international, vient enrichir cette plateforme inclusive d'informations économiques. L'outil met à disposition une base de données des flux commerciaux qui proviennent, entre autres, des autorités nationales, de l'Institut national des statistiques (pour le cas du Congo) ainsi que certaines institutions. Trade map dispose des informations sur 240 pays et ter-

prises, le taux de croissance du marché, la performance commerciale du pays. L'outil permet aussi de faire une analyse commerciale des importations et exportations du Congo ainsi que celle de la demande des partenaires, d'avoir les différents indicateurs du commerce au Congo et de voir comment développer les exportations du Congo vers d'autres pays.

Les participants à la cérémonie d'embarquement de trade map ont aussi suivi une présentation graphique des résultats pour faciliter l'analyse des données et ont été instruits sur la manière d'analyser le commerce international à l'aide de Trade map (identifier son produit et son code, tout en sachant vers quel pays l'exporter, analyser les conditions et les performances de la demande, évaluer le marché des rapports...).

Dans son intervention lors de l'activité, Didier Sylvestre Mavouenzela, président de la Chambre consulaire de Pointe-Noire, a relevé l'importance de cet outil dans le développement économique du Congo. «La mise à disposition des statistiques est plus qu'impérieuse. Trade map donne la possibilité de stimuler le potentiel des échanges entre les pays. C'est un véritable outil d'aide à la décision. Il permet aux pays de travailler sur des produits bien précis pour pouvoir avancer», a-t-il signifié.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

CHANTS RELIGIEUX

Le gospel à l'honneur en septembre

Le festival Nuit de Gospel à Ndjé Ndjé va avoir lieu, le 3 septembre, à l'espace culturel O'Bosso de Tié-Tié.



De nombreux chantres et musiciens excellant dans le genre gospel vont prêter lors de l'activité initiée par O'Bosso Arts management et la Fondation Makeda. Vont se succéder sur ce podium Arsène Ngouélé, Les Bons Bergers, Maman Raissa D'Ziengue, Frère Guychel et son groupe Mon Désir, Pasteur Monama, Frère Helliaus, Gospel de la Rue. A travers ce spectacle, le public va découvrir ou redécouvrir les chantres qui évangélisent par la parole. C'est aussi une occasion pour la fondation Makeda, initiatrice du projet, de présenter au grand public les artistes qui font partie de son groupe. Nombreux d'entre eux seront mis en lumière d'ici la fin de l'année et l'année prochaine par le biais des spectacles et des œuvres musicales discographiques que la fondation va sortir pour faire leur promotion.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

Les danses urbaines vont élire domicile à Tié-Tié

L'espace culturel O'Bosso, situé dans le 3^e arrondissement Tié-Tié, va accueillir le 27 août un spectacle de danses urbaines dénommé Free Dance.

Organisée par O'Bosso Arts management et l'association Makeda, l'activité va réunir les groupes Famille Zoko Art, Black Invincible, Contre attack, Ghost Rider, King Boy Crew.

Ouvert il y a quelque temps, l'espace Culturel O'Bosso veut s'affirmer comme un espace ouvert abritant des activités culturelles diverses. De nombreux événements sont prévus avant la fin de l'année, ont promis les animateurs de l'espace.

H.B.M.



DÉVELOPPEMENT

La SNPC apporte de l'eau potable et de l'électricité dans plusieurs villages

Dans le cadre de sa responsabilité sociétale, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), à travers sa fondation, a réalisé la première phase du projet d'adduction d'eau potable et d'électrification des villages situés sur le tronçon Yié-Odziba, sur la route nationale n°2 (RN2).

De Yié à Odziba en passant par les villages Bambou, Mbamba, Massa, Imbini, Nkouo, Dieuleveut, onze forages viennent d'être érigés par la Fondation SNPC. Pour les faire fonctionner à plein régime, la société pétrolière nationale a électrifié ces villages qui comptent environ 11.600 habitants. « C'est une manière pour nous d'accompagner le gouvernement à relever les défis sociaux en faveur de la population », a expliqué le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, lors de la remise officielle des ouvrages, le 13 août, en présence des chefs de ces villages. A dire vrai, il ne s'agit là que de la première phase du projet qui va s'étendre jusqu'à Inoni-Plateaux avec un total de 21 forages, comme l'a précisé Marie-Joseph Letembet, secrétaire général de la Fondation SNPC.

Les autorités locales n'ont pas caché leur satisfaction au nom des populations. « Sur cet axe l'eau potable était jusque-là une denrée rare. Certains allaient acheter de l'eau avec des bidons à Brazzaville. Aujourd'hui nos peines sont soulagées », a fait savoir Armand Tsono, sous-préfet du district d'Ignié.



La première phase du projet de construction des forages qui va s'étendre jusqu'à Inoni-Plateaux avec un total de 21 forages Adiac

Installations électriques

La SNPC a mis les moyens en jeu pour l'implication de la société Energie électrique du Congo (E2C). Celle-ci s'est chargée d'installer les poteaux, les lam-

padaires et de réaliser le câblage dans tous ces villages. E2C a également finalisé la construction de huit locaux techniques qui accueillent les transformateurs qui sont déjà opérationnels. « En cette matière, la politique du

gouvernement est d'intensifier l'électrification rurale, de rapprocher l'électricité de la population. C'est ce que la SNPC et l'E2C font à ce jour », a indiqué le directeur général de la société Energie électrique du Congo, Jean Bruno

Adou Danga, saluant un exemple de collaboration entre deux sociétés nationales.

Il convient de souligner que cette électrification permet à la population de ces localités de lancer les activités lucratives : bougeries, ateliers de soudure et bien d'autres. Ainsi, les jeunes désœuvrés trouveront des opportunités de se prendre en charge. Aussi, les travaux de construction des forages et d'électrification ont permis d'utiliser la main-d'œuvre locale. Selon le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, à travers ces initiatives la société pétrolière nationale apporte sa contribution à l'atteinte, par le Congo, des objectifs de développement durable.

Par ailleurs, dans le souci d'identification de ces mêmes villages, la SNPC a fait appel à la Société Deux lions pour ériger des panneaux de signalisation routière, qui permettent dorénavant aux usagers de la RN2, de se repérer. Le sous-préfet du district d'Ignié a, pour sa part, appelé la population des villages bénéficiaires, sur la RN2, à gérer ces installations à bon escient.

Rominique Makaya

CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 2

Lancement de la course pour la montée à l'élite

La phase des playoffs en vue de sélectionner l'équipe qui va monter directement en Ligue 1 a été lancée, le 17 août, au Centre technique d'Ignié par le président de la Fédération congolaise de football, Jean Guy Blaise Mayolas.

En match d'ouverture, Aigles sports a battu CS Sersy (1-0), puis la Jeunesse sportive de Poto-Poto a eu raison de l'AS Flamengo (2-1). Le FC Racine a battu Fleur du Ciel (1-0), alors que l'AS JUK dominait TP Mokanda (4-2). La compétition qui se joue, pour la première fois, sur les deux nouvelles pelouses du Centre technique d'Ignié, met aux prises huit équipes, dont cinq de Brazzaville (Aigles sport, Flamengo, AS JUK, FC Racine et la JSP contre trois de Pointe-Noire (CS Sersy, TP Mokanda et Fleur du Ciel) engagées toutes dans une poule unique. Au terme de sept journées âprement disputées, l'équipe déclarée championne évoluera la prochaine saison en Ligue 1 et le deuxième disputera, en aller et retour, les barrages avec Patronage Sainte-Anne en vue de valider la 14e et dernière place à l'élite.

« La ligue 2 vise la montée en Ligue 1. C'est un championnat d'élite, parce qu'il est l'intermédiaire pour accéder en ligue 1. La finalité, c'est de trouver une

équipe qui va monter en Ligue 1 et qui va remplacer Nico-Nico, relégué en ligue 2 et aussi trouver celle qui jouera les barrages. Si l'équipe issue de la Ligue 2 gagne les barrages, il y aura donc deux montées en Ligue 1 », a expliqué Armand Jean Blaise Lououamou.

Le secrétaire général de la Linafoot a salué la qualité des pelouses sur lesquelles les équipes disputent la montée en Ligue 1. « Le stade Massamba-Débat est fermé. Nous avons sollicité auprès de la Fécofoot le Centre technique d'Ignié pour montrer le travail qui se fait. Aujourd'hui, nous admirons la pelouse. Cela fait une vingtaine d'années que j'ai raccroché, mais en voyant la qualité de la pelouse je me suis dit, si c'était à notre époque je serai très fier d'évoluer sur ces terrains », a-t-il commenté.

La Linafoot a salué les efforts de la Fécofoot qui a mis les moyens pour que les équipes soient prises en charge surtout pour



La course à l'élite est lancée Adiac

celles qui reviennent de Pointe-Noire. « Le déplacement pour quitter Brazzaville jusqu'à Ignié est assuré par la Fécofoot pour que la compétition se joue

normalement », a indiqué le secrétaire général.

Notons que lors de la deuxième journée qui va se disputer le 20 août, TP Mokanda croisera le FC

Racine, l'AS Flamengo affrontera Aigles sports, AS Juk sera aux prises à Fleur du Ciel, puis le CS Sersy jouera contre la JSP.

James Golden Eloué